



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

COTOREP

Question écrite n° 5880

Texte de la question

M Roger Mas appelle l'attention de M le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale, chargé des handicapés et des accidentés de la vie, sur les dysfonctionnements qui affectent actuellement les commissions techniques d'orientation et de reclassement professionnel (Cotorep). Il lui expose que de plus en plus fréquemment de nombreux handicapés se voient refuser ou retirer la carte d'invalidité provoquant ainsi l'effroi et l'indignation de ces personnes et de leurs médecins traitants. Le rythme de ce type de décisions semble s'accroître ces derniers temps, c'est pourquoi il lui demande de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il entend développer afin de mettre un terme à un amer sentiment d'injustice et d'exclusion d'autant plus vif dans les régions industrielles comme le département des Ardennes où le taux d'handicapés de la vie, et plus spécialement du travail, est particulièrement élevé.

Texte de la réponse

Reponse. - Le cas des adultes handicapés dont le taux d'invalidité n'ouvre pas droit à l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et pour lesquels la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé est insuffisante à leur assurer de trouver du travail en raison du contexte économique difficile, est le type même de situation à laquelle la loi du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion a entendu apporter une réponse nouvelle. En effet cette loi a posé le principe de la garantie d'un revenu minimum généralisé pour « toute personne qui en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation de l'économie et de l'emploi, se trouve dans l'incapacité de travailler », et ce afin de créer pour ces personnes les conditions d'une dynamique d'insertion effective et durable. Plus particulièrement, elle est une solution supplétive et subsidiaire pour ceux des individus en situation de détresse qui, bien que ayant fait valoir l'intégralité de leurs droits sociaux de nature légale, réglementaire ou conventionnelle ainsi que certaines de leurs créances alimentaires, n'ont pu cependant trouver une issue à leurs problèmes, bien que ces droits aient pu paraître leur apporter une réponse spécifiquement adaptée. Ainsi une personne qui n'a pu obtenir l'AAH et la couverture maladie afférente parce qu'elle ne remplissait pas les conditions techniques d'incapacité requises et pour laquelle la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé n'est pas parvenue à lui assurer une réinsertion professionnelle, peut solliciter le bénéfice de ces nouvelles dispositions dans la mesure où néanmoins elle en remplit les conditions, notamment celles relatives aux ressources, et où elle s'engage à accepter une action d'insertion. Dans ce cas la situation de l'intéressé pourra ouvrir droit : à une allocation différentielle complétant ses revenus déjà existants à concurrence d'un minimum social variable selon la composition de sa cellule familiale (2 000 francs par mois pour une personne seule, 3 000 francs par mois pour un foyer de deux personnes, 600 francs par mois par personne supplémentaire à charge) ; au bénéfice d'un contrat d'insertion formalisant les engagements réciproques de la collectivité publique à promouvoir des actions d'insertion et du bénéficiaire à s'impliquer dans la réalisation du projet professionnel auquel il aura donné son accord ; à une couverture sociale lorsqu'il n'a plus droit aux prestations en nature de l'assurance maladie ; et à une aide au logement s'il en est dépourvu sous la forme d'une allocation de logement social.

Données clés

Auteur : [M. Mas Roger](#)

Circonscription : - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5880

Rubrique : Handicapes

Ministère interrogé : handicapés et accidentés de la vie

Ministère attributaire : handicapés et accidentés de la vie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 28 novembre 1988, page 3394